

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14706>

Dassault veut empêcher l'achat de drones américains

- Défense - France -



Date de mise en ligne : jeudi 9 juin 2011

Spyworld Actu

En présentant son projet de drone Telemos, Dassault et BAE veulent torpiller l'achat par Paris du MQ-9 Reaper.

Dans leur vigoureuse offensive pour contrer [l'achat de drones américains MQ-9 Reaper](#) pour les armées françaises, négocié depuis 2009 avec Washington par la Direction générale pour l'armement (entre autres options), les industriels français Dassault Aviation et britannique BAE Systems ont procédé, ce mardi 8 juin, au déclenchement de la contre-attaque d'avant-salon du Bourget. Associés dans un projet de drones MALE (moyenne altitude, longue endurance) jusqu'alors connu sous le nom de Mantis, les deux industriels ont révélé que le projet s'appellerait désormais le Telemos. Quoi d'autre ? Eh bien...

Éric Trappier, directeur général international de Dassault Aviation, a expliqué que l'équipe industrielle "garanti(ssait) de préserver les technologies de souveraineté que les investissements de nos deux pays ont permis de développer". "Il ne manque plus qu'une décision politique pour faire de cette dynamique le premier résultat concret du traité franco-britannique de coopération en matière de défense." Les esthètes apprécieront la concordance parfaite entre cette déclaration et celle faite la veille par le ministre de la Défense Gérard Longuet, [qui avait déclaré](#) : "Il faut aller plus loin avec de nouveaux drones. Il faut définir nos besoins dans le cadre des études d'évaluation en cours dans le cadre du traité de coopération franco-britannique." Et Longuet de compléter : "Je souhaite accélérer les travaux avec nos amis britanniques. Le choix de la solution pérenne est notre première priorité."

Partage des coûts

Rappelons que BAE a lancé son [démonstrateur Mantis en 2007](#), le premier vol intervenant en 2009, et que les drones sont mentionnés dans la [déclaration franco-britannique sur la coopération de défense et de sécurité du 2 novembre 2010](#). Nicolas Sarkozy et David Cameron avaient alors promis de "travailler ensemble sur la prochaine génération de drones de surveillance moyenne altitude et longue endurance. "Cette coopération permettra de partager les coûts de développement, de soutien et de formation, et de faire en sorte que nos forces soient interopérables. Nous lancerons en 2011 une phase d'évaluation concurrentielle financée conjointement, dans la perspective de développer de nouveaux équipements entre 2015 et 2020."

Les ministères français et britannique ont lancé un appel d'offres pour un programme à un milliard d'euros. C'est dans ce cadre que Dassault/BAE proposent le Telemos, quand EADS présente un modèle concurrent, le Talarion. Aucun de ces appareils ne saurait être opérationnel, dans le meilleur des cas, avant une dizaine d'années. Le principal avantage mis en avant par les industriels européens concerne l'autonomie opérationnelle de leurs solutions, en sous-entendant que les Américains vendraient le Reaper avec l'obligation de se servir de leurs moyens de communication satellitaire, ce qui semble exact, mais aussi celle d'installer les cabines de pilotage sur des bases américaines dédiées, ce qui relève de la contre-vérité.

Dassault et Thales proposent des drones israéliens

À tel point que les Français envisagent, le cas échéant, de piloter ces drones depuis des navires... Deux choses sont certaines : les besoins français sont extrêmement urgents et le prix d'un "système" Reaper (quatre avions plus une station de pilotage) se situe, avant négociations, autour de 100 millions de dollars (69 millions d'euros). Chaque avion supplémentaire serait proposé à 10 millions de dollars. Cette fois, la compétition est entrée dans une phase active.

Dassault veut empêcher l'achat de drones américains

Pour être complet, on rappellera que Dassault propose, s'il faut acheter des drones en urgence, le modèle Heron TP israélien, sur lequel Thales adapterait des équipements français. EADS fait également une offre, consistant cette fois à acquérir de nouveaux exemplaires du Harfang, également conçu sur une base israélienne. Problème : aucun de ces drones ne peut emporter d'armement, alors que les armées françaises ont fait depuis le début le choix de cette option.

Post-scriptum :

<http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-...>